

# LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

## JUIN 2019

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

### CATASTROPHE SUR LE LOGEMENT !

Jeune ou âgé, seul ou en famille, en études, en emploi, au chômage ou à la retraite, nous avons tous besoin d'un logement. Le logement est un droit universel. Financé par des fonds publics, le logement social permet d'avoir accès à un habitat adapté à sa situation en fonction des ressources de chacun. 70% des habitants d'Ile-de-France sont éligibles au logement social. Malheureusement la situation ne cesse de s'aggraver. Chaque année on compte 450 000 demandeurs de logement dans la région alors qu'il y a seulement 48 000 attributions par an. Soit une moyenne de 10 ans pour obtenir un logement ! A Gennevilliers,

il y a près de 4 000 demandeurs de logement dont plus de 1 000 demandes de mutation. Cette crise résulte des décisions de l'État, de la Région et du Département de couper les subventions pour le logement social au motif qu'il faut « casser les ghettos ». C'est absurde ! C'est la réduction de l'offre de logement social qui entraîne le départ des classes moyennes et des classes populaires en dehors de la métropole. L'exemple de Paris est frappant : les classes moyennes et populaires ne peuvent plus y habiter. Pour stopper cette catastrophe, il faut que l'État aide à la construction du logement social, tout en obligeant toutes les villes à en construire. Pour cela, les élu.e.s Front de Gauche engagent ce mois-ci une nouvelle campagne de pétition pour que l'État agisse ! Nous vous appelons à être nombreux à la signer, et vous êtes dès maintenant invités à la manifestation que nous organiserons en octobre devant la Préfecture du 92. Contact : groupefdg@ville-gennevilliers.fr



GROUPE SOCIALISTE

### CONTRE LA LOI BLANQUER, POUR LA RÉUSSITE DE TOUTS LES ÉLÈVES

Les élus socialistes de Gennevilliers apportent leur total soutien aux enseignants et aux parents qui se mobilisent dans la majorité des établissements scolaires de notre ville contre le projet de loi pour « une école de la confiance ». Derrière l'instruction obligatoire dès l'âge de trois ans, se cache en réalité la reprise en main du Ministre, dont l'objectif est de mettre à mal tout ce qui a été porté par la gauche. La suppression du CNESCO (Conseil national d'évaluation du système scolaire) en est l'illustration. Ce projet de loi confirme que le Ministre n'a pas confiance dans

le monde enseignant, qu'il est hermétique à tout dialogue social. Il ne fait que régler ses comptes avec le monde enseignant, en imposant la suspicion et en remettant en cause le système éducatif. Les élus socialistes considèrent que ce projet de loi est : - injuste à l'égard des acteurs du monde éducatif. - inquiétant quant au sort potentiellement réservé aux directeurs d'école dans les Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux. - porteur d'inégalités à l'égard des territoires. - dangereux pour l'avenir des communes, qui pour certaines, devront prendre en charge le financement des maternelles privées. Vos élus socialistes restent attentifs et à votre écoute afin de garantir le droit à la réussite pour tous les élèves. Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

### LA PHASE DES ALLIANCES

Le scrutin est passé. Il faut désormais construire les rapports de forces, mettre en cohérence des projets issus de campagnes faites dans chaque pays. Certaines listes ont dévié ce scrutin pour servir des luttes politiques nationales. Cette posture hors sujet pour ses propres alliés européens est en pure perte. Peu importe. Elles claironneront sans vergogne que c'est l'Europe qui les empêche de respecter leurs engagements. D'autres sont restées dans la vieille culture de la Communauté, celle qui consiste à défendre son camp dans une Europe des Nations. Elles partageront avec leurs alliés cette croyance en la concurrence et la compétition au service du PIB, le totem bienfaiteur des peuples.

Les porteurs de ces projets vont maintenant se distribuer dans un espace politique allant des anciens qui recherchent des victoires sur le marché intérieur, aux modernes qui pousseront à la compétition mondiale. Or, ils ont tous fait la campagne des anciens. Il y a ceux qui sont élus pour détruire l'Europe. Ils sauront avec leurs homologues donner des gages à leurs électeurs. Mais, ces adeptes de la « Nation attaquée » construiront-ils avec des alliés d'aujourd'hui qui sont par définition les ennemis de demain ? Il y a enfin ceux qui ont fait une campagne sur les problématiques européennes. Ce sont les seuls qui peuvent construire une orientation politique et des stratégies cohérentes avec leurs homologues de chaque pays. Pour ces derniers, les Nations muteront naturellement en Régions constitutives d'une identité européenne. En effet, si la Nation protège en divisant, la Région qui est un sous-ensemble protège en rassemblant. Dans cette phase d'alliances, respecter leurs électeurs c'est se concentrer sur ce qui a fait consensus dans la campagne au niveau européen : l'environnement, l'égalité sociale et la construction d'une Europe démocratique. Ce sont les piliers qui devraient fonder leurs stratégies à venir.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

### RÉFORME DE LA JUSTICE... ?

Le gouvernement actuel poursuit cette frénésie de réformes plus ou moins justifiées et surtout déconnectée des réalités quotidiennes de nombre des citoyens. Pourtant, l'objectif annoncé aurait dû être plébiscité par tous les professionnels et les justiciables : « rendre plus effectives les décisions des magistrats, donner plus de sens à leurs missions et rétablir la confiance de nos concitoyens dans notre justice » tout en développant les modes amiables de règlements des différends. Mais qu'en est-il vraiment quand il est notamment prévu : - Des modes de règlements amiables visant surtout à faire des économies en désengorgeant les tribunaux, sans garantir la qualité des intervenants privés ; - La suppression de l'audience de non conciliation qui constitue pourtant une première étape solennelle permettant d'apaiser certaines tensions et d'inviter les époux à une négociation plus volontaire au vu des mesures provisoires fixées ; - Des interceptions par voie de communications électroniques et de géolocalisation pour

des crimes et délits punis d'une peine de prison de moins de trois ans, autorisées par le procureur de la République durant 24 heures ; - L'éloignement des juridictions des justiciables déjà isolés de la plupart des services publics. Ce ne sont que quelques exemples de mesures attentatoires à nos libertés pourtant garanties par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'Homme. Les magistrats du siège et notamment le juge des libertés et de la détention en sont les protecteurs, face à un Parquet et des services de police souvent davantage au service du pouvoir que des citoyens. Il n'est donc pas étonnant de voir les pouvoirs des derniers s'élargir, et ceux des premiers fortement rognés. Si nombre de mesures contestées restent d'actualité, saluons la décision des sages de déclarer inconstitutionnelle celle prévoyant la compétence de la CAF quant à la fixation de la pension alimentaire. Cette mesure aurait aggravé la situation de nombreuses familles. Un Etat démocratique et protecteur se doit d'assurer une justice humaine, accessible et juste pour l'ensemble des justiciables. Il n'est pas un système sécuritaire et totalitaire dans lequel l'exécutif se permet toutes les dérives que nous constatons depuis plusieurs années, et notamment depuis le début du mouvement des gilets jaunes. A quand un système judiciaire qui sanctionne plus sévèrement une minorité détournant des fonds publics ou violant des droits élémentaires, plutôt que des personnes en souffrance et manifestant pour le respect de leurs droits et de leur dignité ? Ce n'est visiblement pas pour aujourd'hui... L'union des Genevillois-e-s appelle à une société plus juste et solidaire fondée sur une véritable justice impartiale et accessible à toutes et tous.



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

### POUR UNE LAÏCITÉ DURABLE !

La laïcité n'est-elle pas l'égalité de tous les citoyens ? C'est évident, à la condition, que chacun se reconnaisse dans son statut de citoyen et que nous acceptions tous, les règles du jeu démocratique. Vivre ensemble, c'est admettre un espace neutre, champ partagé dans lequel chacun concède à l'autre le droit d'être ce qu'il est. La laïcité ne doit pas être un outil politique d'exclusion sociale. Aucun citoyen ne doit être marqué dans son corps ou dans son esprit d'un signe distinctif de dégradation, d'une marque d'infamie sous le prétexte de ses idées ou de sa croyance. Personne ne doit se voir refuser le statut de citoyen au seul motif d'une appartenance religieuse. La laïcité pour répandre ses bienfaits doit actionner le levier fondamental des relations sociales. Ce levier, c'est le respect. Il ne découle pas d'un

mystère ni d'une espérance lointaine, il est la seule trame sur laquelle se tissent les relations entre nous, citoyens, membres de la communauté nationale. Les lieux de cultes ne doivent pas devenir les sanctuaires de la propagande politique. Leur construction et leur entretien doivent se faire dans le cadre de la Loi, pour échapper à toute forme de clientélisme et pour ne pas jeter les fidèles dans le chantage odieux des stratégies électoralistes. Trop de Maires pratiquent ce discret chantage et souvent les responsables des associations sont les complices objectifs de cette arnaque démocratique. Pourtant, la laïcité est une subtilité sociale qui ne souffre aucun trouble, elle devrait se réaliser dans la transparence et la légalité. La séparation des Églises et de l'État trouve ici tout son sens. Il y a bien une charité chrétienne, bâtissons ensemble une laïcité bienveillante ! Nous devons faire la preuve que la liberté est le plus remarquable instrument pour vivre en bonne intelligence et que la démocratie est le cadre le plus pertinent pour que chacun puisse assumer en son âme et conscience, les choix de son existence. Faisons confiance au peuple et méditons cette parole de Jaurès : « Sans la République, le peuple serait impuissant ; sans le peuple, la République serait vide. »



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

### ICI COMME AILLEURS, LE PATRIMOINE « FOUT LE CAMP »

Sa destruction partielle par les flammes a bouleversé non seulement l'ensemble des Français mais aussi des millions d'étrangers attachés à la France : Notre Dame n'aurait jamais connu une telle mutilation si l'Etat ne s'était contenté de lui accorder des miettes en termes budgétaires. Et nous sommes bien en présence d'un scandale : propriétaire de Notre Dame, « la puissance publique » s'est montrée inconsciente et même ingrate à l'encontre d'un joyau architectural et spirituel qui était l'une des vitrines du Paris touristique. La cathédrale rapportait énormément d'argent à la France, en réalité, car nombre d'étrangers rêvaient d'en découvrir la splendeur ! Ce « phénomène » n'épargne pas notre commune, Gennevilliers, où les

goûts des communistes en matière d'architecture et d'urbanisme sont très contestables. Bétonnée à outrance, la ville a perdu de nombreux immeubles qui sans pour autant être prestigieux n'étaient pas moins des repères agréables à voir, des témoins du passé dont la municipalité s'ingénie à faire table rase. On pourrait même évoquer la « persécution d'une mémoire collective » dans une ville sensée accorder la priorité à l'humain. Quand on voit pousser, tels des champignons, le nouveau cœur de ville au pied de la mairie, considérant tous les immeubles qui ont « dédagé », on ne peut qu'éprouver de vives inquiétudes. Quel sinistre centre ville, en réalité, une sorte d'écho à l'Ecoquartier qui ne présage rien de bon. Le dessein d'un tel projet semble plutôt répéter une « histoire » partout ailleurs déployée : entasser un maximum d'habitants dans un minimum d'espace. Soyez certain, que la prise en compte de cette situation est une priorité politique de mon futur programme d'action municipale !! Jacqueline Marichez Cléro - Présidente des Républicains - 1 place du Docteur-Roux - 92230 Gennevilliers - jacqueline.clero@wanadoo.fr - 06 43 59 06 88



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

### URBANISATION, RENTABILISATION, DÉSHUMANISATION...

Tout du long du mandat qui s'achève dans quelques mois, la majorité municipale s'est érigée en « Bâtisseur », développant la ville de manière permanente. Ainsi, l'Ecoquartier est sorti de terre et deux ans après un article du « Parisien » relatait déjà les nombreuses contrefaçons. Les locataires et les propriétaires de ce nouveau quartier s'en étaient plaints et s'en plaignent encore. Plus récemment, un autre article du « Parisien » annonçait que le Parc des Chausson, « Poumon vert » de ce même Ecoquartier, était déjà à rénover, lui aussi au bout de deux ans, avec une facture salée pour les genevillois-es de l'ordre de 500 000 euros.

Nous pouvons tous constater que le quartier du futur « Centre ville » sort de terre à une vitesse folle, avec des bâtiments assez hauts et dont la proximité évoque déjà une trop grande promiscuité entre les futurs locataires et propriétaires, impactant leur vie quotidienne. Il est fort à craindre qu'ils seront également confrontés à des problèmes liés à la piètre qualité de construction. Ce qui semble primer, c'est la livraison des programmes coûte que coûte, au détriment du bien-être des futurs locataires et propriétaires. Certes, il faut continuer de développer notre ville, mais pas au mépris de la qualité de vie des futurs habitants. La logique financière et l'ambition politique de l'instant ne doivent nullement impacter au long court les conditions de vie dans notre ville. Une ville qui respecte vraiment ses habitants construit des logements à échelle humaine et de qualité ! Nous reverrons en profondeur l'aménagement de notre ville pour que tous nos concitoyens s'y sentent réellement bien.